



Compte rendu CGT au CSE Extraordinaire Siège 29 septembre 2025



PROJET HUB REGIONS Mais pourquoi la direction est-elle aussi pressée ?

Depuis le lancement du projet TEMPO devenu ICI, les élus se posent la question de savoir ce que vont devenir les trois entités, ICI National, FTR et IV3...

Au fur et à mesure des CSE, ils n'ont cessé d'interroger la direction sur ses intentions, sans obtenir d'autre réponse que : ces trois entités ont une existence propre, elles ont vocation à perdurer.

Mais sur le terrain, la réalité vécue par les salariés n'était pas tout à fait celle décrite par la direction. Les salariés de ces trois entités ne cessaient de s'interroger sur leurs missions, leur pérennité.

Et tout à coup au mois de septembre, la donne a changé.

Le projet « Hub Ici Régions » est né, actant la fusion de ces trois entités, comme si tout cela était logique, voire évident...

Pour les salariés, c'est une surprise, un choc même !

Eux qui, pendant plus de trois ans, étaient cantonnés dans un périmètre extrêmement circonscrit, doivent réinventer leur avenir.

Pour les journalistes d'ICI National, c'est le retour à la rédaction nationale.

Pour les salariés d'IV3 dont la disparition va être actée à la fin de l'année, ce sera le Pôle Image ou le bureau des régions.

Quant à FTR, si le projet donne le sentiment que l'avenir de ce service est assuré, l'activité n'est en réalité pas garantie.

Les élus ne comprennent pas.

En 3 ans, la direction n'ait pas eu le temps de peaufiner un vrai projet, bien préparé avec la montée en compétence qui s'impose pour pouvoir passer d'un service à l'autre. Elle n'a pas non plus associé en amont les élus pour construire un projet qui susciterait l'adhésion de tous.

Le projet présenté est un projet pensé sur le papier qui ne résiste pas à la critique et aux questions des élus. En demandant un CSE extraordinaire pour poursuivre les débats, ils ont démontré leur envie de comprendre les intentions de la direction et leurs questions ont été nombreuses.

Concernant les ETP d'abord : le projet se dit à iso-effectif, mais les tableaux font apparaître une différence de 20 ETP, dont on ne sait pas vraiment ce qu'ils vont devenir. Quant aux départs à la retraite, c'est dit ou plutôt c'est écrit, ils ne seront pas remplacés ! Comme toujours ! Tant pis pour ceux qui restent, ils devront travailler plus, sans un euro de plus !

La seconde question est celle de l'avenir des personnels travaillant pour les trois entités.

- **Pour ICI National**, c'est le devenir des journalistes, des monteurs, des mixeurs qui est en question.
Sur 10 journalistes travaillant sur cette édition, deux sont fléchés sur le numérique, un rejoindra le réseau France 3, deux repartiront à la direction de l'information. Mais quels postes vont-ils occuper précisément ? Cela n'est pas dit.
Et qu'advient-il des 5 autres journalistes ? L'avenir le dira.
Quant aux PTA... Il n'en est même pas fait mention.

- **Pour IV3**
 - 5 Personnes devraient rejoindre le pôle Image qui a besoin d'être renforcé, mais qui implique des conditions de travail en horaires décalés, pas toujours compatibles avec la vie des salariées concernées.
Ce changement des conditions de travail conviendra-t-il aux personnes concernées ?
 - Les autres devraient rejoindre le bureau des régions avec des interrogations sur ce que sera leur mission. La direction explique que rien ne va changer, que ce sera de la coordination, mais il semble que cette fonction n'existe pas sur cette forme-là aujourd'hui au sein du bureau des régions.

Et les autres ?

Leur sort n'est pas scellé, il faut les rencontrer... échanger ... certes, mais encore faut-il avoir des propositions à faire...

- **Pour FTR**

C'est un peu l'inconnu. FTR va être le nœud du Hub « ICI Régions » accueillant la direction du Hub.

Mais ce que sera finalement cette entité ? il est difficile de le prévoir aujourd'hui.

Le projet évoque une période transitoire mais les échanges disent clairement que tout reste à inventer pour l'après.

Qu'advient-il du personnel technique de FTR et des régies de ce site ?

Quelle est l'ambition ?

Qu'advient-il des journalistes présentateurs ?

Quelles seront les missions attribuées aux rédacteurs, aux monteurs ?

Comment réaliser des reportages lorsque l'on ne dispose pas du matériel adéquat ?

La direction se dit ouverte, elle est prête à travailler avec les salariés pour définir leurs missions futures...

Pour les élus, le constat est accablant : aujourd'hui, la direction n'est pas en mesure d'écrire leur avenir et c'est bien la faiblesse de ce projet qui se veut ambitieux mais qui ne propose rien de concret, sans doute par manque de moyens, ce qui laisse les élus perplexes, voire abasourdis.

Et dans ce contexte on ne peut plus incertain : aucun plan de prévention des risques, aucun budget formation dévoilé « *une enveloppe est prévue, ce sera selon les besoins* » et la direction se garde bien d'en dévoiler le montant), aucune communication sur l'accompagnement et sur les solutions de repli pour les salariés qui ne souhaiteraient pas se diriger vers les postes sur lesquels ils sont fléchés.

Si l'on doit résumer ce CSE extraordinaire, l'expertise votée par les élus du CSE s'impose. Un regard extérieur averti est indispensable pour apporter à la direction des recommandations afin de protéger et de sécuriser les personnels concernés par le projet... Un projet qui s'annonce brutal et surtout incompris.

Les élus rappellent la direction à ses responsabilités : s'ils ne sont pas contre les projets, ils demandent simplement à les comprendre afin de s'assurer qu'ils sont déployés dans le respect des salariés.

Paris, le 2 octobre 2025